

109 : La géographie du souvenir : l'Afghanistan en guerre

7 Février 2010

On ne passe pas impunément une dizaine d'étés et quelques mois d'automne dans un pays, pour y débusquer à la fois les traces d'utilisation de l'eau et les organisations des paysages aux alentours de fouilles archéologiques, même si ces séjours se situent dans l'antiquité, de 1966 à 1978, sauf l'été de 1968, sans laisser un morceau de soi-même accroché aux paysages parcourus et aux gens rencontrés. Cassandre est dans ce cas.

Il existe une géographie du souvenir. Elle n'a rien à voir avec une géographie de l'émotion, de la doléance, de la nostalgie de la jeunesse. Elle décrit ce que fut un « morceau » du monde, à un moment donné, vu par un témoin. Elle peut servir à l'explication ultérieure, qui entre dans ce que des géographes modernes appellent la « cumulativité spiralaire », concept et manière de nommer le mouvement des sciences de mieux en mieux constituées. La géographie moderne en fait partie, tout comme elle appartient aux sciences historiques à titre complet et, évidemment, aux sciences sociales (Pumain D., « L'espace, médium d'une construction spiralaire de la géographie, entre société et environnement », in *La cumulativité du savoir en sciences sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2009, p. 163-197).

La géographie du souvenir est une tranche d'espace/temps dans l'accumulation. Elle s'inscrit dans la spirale. Elle est présente à chacune des phases de l'histoire et efficace lors de chaque événement, parce qu'elle permet d'attribuer au « moment géographique » une ou plusieurs places dans la spirale de la relation temps/espace. Elle est aussi le lieu le plus actuel de l'histoire, le « dernier moment » du réel, en compagnie de l'histoire immédiate. L'actualité contraint chaque individu à faire jouer chaque jour les tiroirs de sa mémoire et à exhumer d'un néant provisoire ce qui, de manière surprenante, était resté vivant en lui. Quelquefois, le tiroir ne contient que des futilités et rappelle avec cruauté l'inconsistance momentanée (dans le meilleur des cas) de celui qui les y a placées. Tant pis pour lui. Il s'agit d'une sorte de loi historique : on ne retrouve dans les tiroirs du passé que ce qu'on y a mis et il est sage, si l'on est déçu du vide qu'on y trouve, de les refermer aussitôt et d'évaporer son attention vers le parfum des roses du jardin ou la fuite en avant vers la découverte de paysages inconnus. Cela peut consoler, cela peut aussi créer de nouveaux tiroirs vides.

Il peut aussi advenir qu'en quelque endroit la mémoire déborde. Alors, chaque fait touche. 44 militaires étrangers ont péri dans le seul mois de janvier 2010 en Afghanistan, plus lourd bilan mensuel depuis le début du conflit déclenché en octobre 2001 par G.W. Bush. Pour qui a étudié un peu l'histoire et la géographie du pays, une telle information est désolante. On avait espéré ne plus entendre de telles nouvelles dès 1920, à l'issue de la dernière des trois « guerres anglo-afghanes ». Il fallut déchanter entre le 27 décembre 1979 et le 15 février 1989, lors de l'invasion des Soviétiques, qui coûta à leur armée environ 14 000 morts.

Et voilà qu'en ce mois de février 2010, on commence à parler de retrait des troupes étrangères et en même temps de l'envoi de 30 000 nouveaux soldats des États-Unis, auxquels seraient adjoints quelques supplétifs de l'OTAN. Mais qu'allait faire l'OTAN dans cette galère ? On aimerait que ces informations contradictoires et vraies ne soient en réalité que la face publique de négociations discrètes destinées à ramener un peu de calme dans le pays. Il est difficile de le croire.

Mais qu'est donc l'Afghanistan devenu ?

Un pays exilé de lui-même et qui se pense immuable : telle est l'image de l'Afghanistan et de son peuple aujourd'hui, en alternance avec celle d'un pays scindé en plusieurs territoires ethniques irréconciliables et une ethnie en complète révolte contre l'invasion étrangère, les Pachtouns, manipulée par des extrémistes religieux utilisés jusqu'en 1989 par l'Occident dans sa lutte contre les Soviétiques. Les Afghans lettrés, qui s'expriment parce qu'ils ont eu accès, d'une manière ou d'une autre, à une culture écrite de longue tradition, ne se font pas de leur pays cette même représentation. Certes, l'exil est souvent la marque des décennies de guerre et des transformations qu'ils ont connues depuis les années 1960. Plus de six millions d'Afghans sont sortis du pays, moins de trois millions sont revenus. Traces d'un exil hors du pays, traces surtout d'un exil à l'intérieur d'eux-mêmes, ils portent à tous les niveaux des cicatrices. L'immuabilité présumée de leur pays est par eux considérée pour ce qu'elle est, une apparence. Et un mépris de la part des étrangers : immuabilité veut dire aussi stagnation, immobilisme, inactivité, fixité et autres qualificatifs infériorisants. Elle sert aux uns à conserver les avantages qu'ils tirent de l'originalité « immuable » des groupes sociaux. Pour les autres, elle est un frein puissant qui dissimule les évolutions et certainement les retarde.

Trois grandes phases ont rythmé la vie des Afghans depuis les années 1950, une durée qui correspond approximativement à la vie active d'un individu, enfance et vieillesse exclues.

Première phase, jusqu'au début des années 1970 : un développement lent, voire un non-développement de l'ensemble du pays, chacun vivant dans sa sphère dans une relative et inégale harmonie entre les catégories socio-professionnelles (paysans sans terre, fermiers, colporteurs, propriétaires fonciers, néo-bourgeois, enfants éduqués, citadins, commerçants du bazar, aristocrates dont les enfants se formaient à l'étranger, famille royale pléthorique etc...), l'ensemble étant tenu par des règles traditionnelles et le pays étant tenu en mains par une ethnie dominante (40 % du total ?), les Pachtouns, maîtres de l'administration et globalement méprisants pour les autres peuples vivant dans le pays, en particulier les Hazaras du centre du pays, ou les Tchahar Aimaq, mais aussi les Tadjiks des montagnes, les Turkmènes du nord-ouest, les Baloutches du sud-est et les Ouzbeks du nord, sans oublier les Nuristanis bloqués dans leur pré-Himalaya et les Kirghizes qui finirent expulsés en Anatolie orientale. Rétrospectivement, on peut trouver à cette phase les charmes d'une époque de paix sociale dans le respect des « traditions », bien que l'on sache que cette image, véhiculée en particulier par les visiteurs étrangers et magnifiée par quelques livres à succès, soit fautive depuis au moins le roi Amanullah (1919-1929), qui voulait « moderniser » le pays. Les contradictions, en réalité, s'aiguisaient derrière le masque de l'hospitalité et des rapports de paix armée entre les clans et les groupes tribaux, tout cet ensemble étant entretenu dans un faux équilibre « pacifique » à la faveur d'une stagnation économique globale (même pas un kilomètre de voie ferrée dans le pays, encore aujourd'hui)..

Deuxième phase, de 1973 à 1979 : exacerbation soudaine des contradictions latentes et croissantes entre les différentes couches de la société et aussi entre les dirigeants du pays et les autres puissances, proches ou lointaines. Elle se déclenche lors du coup d'État de Mohammed Daoud, cousin germain du roi Zaher qu'il dépose et envoie en exil à Rome, et se clôt en décembre 1979 lors de l'invasion des troupes brejnéviennes venant stupidement soutenir l'un des deux partis communistes en conflit et surtout éviter que les musulmans fanatisés et forts de l'aide secrète étatsunienne ne s'emparent du pouvoir, ce qu'ils feront seize ans plus tard.

Troisième phase : les interventions successives d'armées étrangères décidées à faire plier définitivement l'esprit de résistance des Afghans et les soumettre aux intérêts géostratégiques

des puissances. Les combats meurtriers, l'exil de millions de réfugiés dans les pays voisins totalement dépendants de la charité internationale reprennent sur le mode guerrier les conflits feutrés du « *Great Game* » des 18^e et surtout 19^e siècles. Ils se durcissent à la fin du 20^e et au début du 21^e siècle. Les quatre années 1992-1996, pendant lesquelles les *moudjahiddin* vainqueurs des Soviétiques se sont entre-déchirés, prélevant sur la population le peu de forces que sa pauvreté et les années de guerre lui laissait, ont conduit des extrémistes religieux, appelés talibans (qui veut dire « étudiants en religion ») à s'emparer du pouvoir pendant cinq ans et à entreprendre des actions violentes contre les différentes croyances de la société internationale, en particulier celles des Occidentaux, qui pourtant avaient fortement aidé le pays à se libérer de l'emprise soviétique.

Aujourd'hui, c'est par une guerre dans laquelle les moyens sont très inégaux que la communauté internationale, et non plus seulement les anciennes puissances impérialistes, exige que le pays se « modernise » et devienne riche à la manière dont l'ont fait et dont le font aujourd'hui les pays dits émergents, qui eux-mêmes, comme l'Inde, poussent à la transformation de l'Afghanistan.

Au cours de ces trois phases, sorte de continuo de craquements et éclatements qui rythment l'ensemble de la musique à laquelle est soumise le pays, le géographe ne pouvait pas rester insensible à l'austérité des paysages, à la gravité des visages qui révèlent mieux que tout la dureté d'existences habitées par la tragédie. Il ne pouvait pas ne pas noter la fragmentation de la société, manifestée par le repli sur les membres du même groupe, se méfiant du groupe voisin, avivée par les combats. Dans un tel contexte, se retrouver ensemble devenait à la fois un aspect de la sociabilité et un besoin affectif, surtout dans un pays où les « genres », les hommes et les femmes, vivent le plus souvent séparés, y compris dans la cellule familiale où les femmes ont leur domaine retiré et restreint et mangent entre elles. Un pays devenu violent, de toute façon, dur à la souffrance, rugueux dans les rapports sociaux, mais aussi tendre en temps de paix, dans lequel les habitants, quels qu'ils soient, font quotidiennement preuve de courage et de vitalité.

Le présent dans le passé, l'avenir dans le souvenir

À la veille du 28 janvier 2010, jour de la conférence sur l'Afghanistan à Londres qui devait donner l'impulsion nécessaire à une guerre qui s'enlise et qui échoue à « stabiliser le pays face à l'insurrection talibane », l'impression globale était que les talibans étaient en train de gagner cette guerre. Et voilà que, parallèlement, l'organisation al-Qaïda, qui avait servi de déclencheur et de prétexte à l'intervention étatsunienne et qui était depuis pourchassée sans résultat en Afghanistan, fait le même jour et pour longtemps l'objet de nouvelles opérations secrètes des forces spéciales étatsuniennes, mais au Yémen cette fois. Déplacement névrotique de l'objet du désir ou véritable psychose chez l'oncle Sam ?

La fin janvier 2010 fut aussi le moment que choisit un ensemble de spécialistes étatsuniens du renseignement militaire pour dénoncer des insuffisances graves dans l'information dont disposent les chefs de guerre occidentaux. Le principal auteur du scandale n'est pas un minable. C'est le Major General Michael T. Flynn, ancien parachutiste des forces spéciales, sous-chef d'état-major pour le renseignement à l'état-major de la FIAS et des troupes étatsuniennes depuis juin 2009 (la FIAS, c'est aussi l'ISAF, la force internationale d'assistance et de sécurité mandatée par les Nations Unies en Afghanistan depuis le 20 décembre 2001). Il a publié un rapport détonant qui détaille les mesures qu'il propose pour qu'enfin le renseignement militaire, essentiel dans tout combat, soit correctement constitué. Il

s'élève contre une mauvaise orientation, qui consiste à traquer les poseurs de bombes et de mines, les organisateurs d'embuscades, les commanditaires d'attentats-suicides, et à négliger quelque chose de beaucoup plus important, le renseignement dit d'« environnement ».

Et c'est là que le général Flynn devient vraiment intéressant pour les géographes.

Renseignement d'environnement ? Le concept n'existe pas officiellement dans les armées. En France, on l'appelle renseignement d'intérêt militaire, RIM. Il porte sur tous les domaines de l'espace physique de l'engagement des forces et toutes les particularités du milieu (humain en particulier) dans lequel celles-ci sont appelées à évoluer. Le RIM couvre ainsi autant des thèmes purement militaires que géographiques (le pays, la région, la zone, le lieu... et aussi la grotte, le marais, le pic, la forêt...), environnementaux (sociologiques, culturels, politiques, économiques...), mais aussi les thèmes que les militaires appellent « transverses » (trafics, corruption, soutiens aux acteurs, entités stratégiques transnationales, services secrets étrangers parfois néanmoins amis...). Vaste programme, comme l'écrivait le général Michel Masson en été 2008 dans un article de la revue *Sécurité globale*, car le RIM a pour objectif final le soutien aux troupes en opération. Le renseignement d'environnement est un renseignement « orienté ».

Or, la tâche essentielle des militaires, en Afghanistan, cela ne devrait pas être de faire la guerre : leur mission onusienne, c'est d'organiser le retour à la paix. Il s'agit de permettre la reconstruction par les Afghans eux-mêmes d'un pays ravagé par près de quarante années de guerres ininterrompues. Il faut permettre la reconstitution d'une économie aujourd'hui presque totalement dominée par le trafic de drogue. Il faut enfin établir une gouvernance représentative et saine, ce qui n'est pas le moindre des défis lorsqu'on voit avec quel soutien (celui de l'ONU !) s'est fait réélire en novembre 2009 pour cinq ans le président Karzaï, unanimement décrit comme totalement corrompu et peu fiable, et dont les ministres qu'il propose sont si pourris que même les députés en ont récusé presque la moitié !

Hélas, dit le général Flynn, le commandement militaire ne pense qu'à gagner une guerre **anti**-insurrectionnelle tout en évitant en priorité de perdre des hommes au combat. Or, ce n'est pas ainsi qu'une telle guerre se gagne. Ce n'est pas en se blottissant dans des camps retranchés généreusement alimentés en bouteilles de bière et en repas chauds à heures régulières que l'on gagne le combat contre une insurrection. Les Français le savent depuis longtemps. Souvenir, souvenir encore : que disait, que disait donc le général Bigeard à ses paras en Algérie, en 1960, qu'il faisait manger debout et dormir sans lit ? « Je veux des loups, maigres, affamés, aux aguets, mobiles, aussi mobiles, affamés et maigres que ceux d'en face ! ».

Quant aux autorités politiques des 38 pays engagés (oui, 38) dans la guerre afghane (il y en a six autres qui veulent bien y être, mais pas se battre), elles ne pensent qu'à se dégager à moindres frais le plus vite possible, en évitant d'être accusées par la communauté internationale de n'avoir su ni relever ni développer un pays martyrisé où survivent des millions de civils, de femmes et d'enfants, sans le moindre tremblement de terre pour l'instant.

Alors que faire ? Tout d'abord, pour Michaël Flynn, rééquilibrer la recherche de l'information au profit du renseignement d'environnement. Cela veut dire que les équipes doivent aller sur le terrain pour s'intéresser avant tout aux populations, à leurs conditions de vie, à leurs besoins en services et aux infrastructures vitales, à l'économie et la gouvernance locale. Peuvent-elles y aller lourdement armées, toujours sur leurs gardes, faisant feu sur toute ombre

qui bouge tant est intense la peur qu'elles ont de populations en connivence probable avec les talibans ?

S'intéresser au terrain, c'est quoi ? Pour le général Flynn, c'est agir au niveau du district, au contact direct de la population. Le renseignement doit être effectué en ouvrant large le spectre des acteurs de terrain . Il nous indique une partie des équipes qui sont en action sur le terrain, sans citer les anthropologues militaires qui rendent les résultats utiles et les géographes et cartographes militaires qui donnent une précision diabolique aux drones qu'ils manipulent : les équipes CIMIC, pour *Civil Military Cooperation* ; les équipes de reconstruction dans les provinces, ou PTR, *Provincial Reconstruction Teams* ; les équipes de sondage de la population en liaison avec des fonctionnaires afghans ; les équipes féminines dédiées à la condition féminine ; les organisations non gouvernementales, ONG de toutes sortes, y compris ACF et ACTED ; les volontaires et organisations dédiées au développement ; les représentants de l'ONU ; les équipes d'opérations psychologiques, ce qu'on appelle en français l'« infoguerre »... Cela en fait, du beau monde ! Combien de milliers d'experts de cette sorte, dans ce pays exsangue, à se promener en 4x4 sécurisé dans des périmètres réduits et bien balisés, toujours les mêmes ? Secret défense.

Malgré tout cet attirail de sauveurs de l'humanité, les populations « autochtones » ne parviennent pas à mieux accepter les troupes « étrangères » selon les termes employés par le général Flynn. Tant que les troupes n'y parviendront pas, leur sécurité sur le terrain restera précaire et la marginalisation des insurgés bien lointaine. Le général Michaël Flynn a servi en Iraq et en Afghanistan : il y a appris que dans les guerres asymétriques et révolutionnaires, les populations constituent à la fois l'enjeu de la bataille et le milieu dans lequel elle se déroule, et hélas, une cible pour l'adversaire.

Il demande que les centaines d'analystes présents en Afghanistan cessent de s'abriter dans des fortins surarmés et s'engagent au sein même des compagnies qui vont au combat, de manière à fournir sans rien cacher (difficile !) le *raw material*, renseignement de base, aux superanalystes de la DIA assez nombreux et seuls capables de digérer et re-router l'information utile aux commandants d'unités en action. La DIA ? La *Defense Intelligence Agency*, qui est bien autre chose que la CIA ! Parole de Cassandre, il aurait donc lu David Galula, ce général-là ?

Eh bien oui ! Il l'a lu et bien lu, comme ont pu le lire déjà Cassandre et bien d'autres curieux il y a plusieurs mois. Galula est un auteur que les géographes de tout poil, en particulier ceux qui militent dans les ONG humanitaires, sans parler de ceux qui font du terrain, feraient bien de lire aussi. Ils apprendraient à quoi ils servent, une fois leur thèse achevée. Le bouquin s'appelle *Contre-insurrection ; théorie et pratique*, Economica, Paris, 2008. Il a donné naissance à la toute récente doctrine de **contre**-insurrection enseignée dans l'armée étatsunienne et en particulier au corps des *Marines*. La préface à l'édition française a été écrite par le général David H. Petraeus - aujourd'hui à la tête de l'*United States Central Command* (le commandement central américain qui supervise les opérations en Irak et en Afghanistan). Elle est lumineuse et Galula génial. L'aurait-on suivi, du temps où il était en activité, le monde serait définitivement débarrassé des insurrections populaires ! À la moindre alerte détectée par un renseignement non plus militaire mais multiforme, les responsables des États concernés construiraient aussitôt une organisation populaire de contre-protestation, de manière à obtenir d'emblée des résultats significatifs et à étouffer dans l'œuf toute nouvelle contestation. On obtiendrait enfin des peuples-moutons, disposant néanmoins de la liberté de parole aussi vite muselée qu'exprimée, dans le genre de ceux que fabrique, paraît-il, l'adversaire stratégique du clan opposé.

A dire vrai, le général Flynn nous en dit plus qu'il ne pense : il est en train de révéler au monde, qui faisait semblant de ne pas le savoir, que tout le système de carotte et bâton mis en place depuis la guerre froide à l'égard des pays du défunt tiers monde conduit à des échecs. Les hégémons ne doivent pas se laisser aller à faire des guerres d' *anti* -insurrection : ils doivent organiser, dans tous les pays dont les peuples grognent contre l'hégémonie, des guerres de *contre* -insurrection de manière à les soumettre mieux, en guettant l'insurrection suivante pour intervenir aussitôt dans la liste des fameux « États-voyous » ; sinon l'hégémon devra accepter qu'un jour des États s'émancipent et deviennent ce qu'on appelle des « pays émergents ». Pour quel monde en 2025 ? La traduction française du *Nouveau rapport de la CIA : Comment sera le monde en 2025 ?*, publié en novembre 2009, vient de paraître en janvier 2010, en poche, chez Robert Laffont éditeur. Elle raconte un peu tout cela. Les géographes ont de la lecture.

Cassandra